

tournés vers eux. Et le regard du Tiers-Monde sera particulièrement sceptique. Mais avec un leadership plus marqué, nous saurons nous adapter aux priorités de notre époque. On ne devra pas juger du succès du sommet par le nombre de décisions particulières qui y auront été prises. Le critère déterminant sera de savoir si, pour tous les participants, les solutions proposées aux grandes questions du jour auront été le fruit d'une concertation et auront été adaptées aux objectifs et aux valeurs que nous partageons tous.

Le sommet ne sera pas seulement le plus complexe qui ait jamais été tenu; il sera aussi d'un caractère différent. Nous avons évité de lui donner une structure précise, de façon à laisser aux chefs d'État tout le loisir d'aborder de front les crises et les perspectives qui s'offrent à nous, et de découvrir les meilleurs moyens de régler les premières et d'exploiter les secondes.

Nous avons convenu au sommet de Venise, l'année dernière, qu'il nous fallait reprendre ces sujets fondamentaux intéressant la scène internationale, dans le but de consolider nos visées communes. Nous avons donc cherché cette année à ne point nous fixer d'ordre du jour précis. C'est aussi pour la même raison que nos réunions à Montebello auront lieu dans un huis clos relatif.

Les problèmes les plus fondamentaux auxquels nous nous heurtons sur le plan international sont liés à l'instabilité de notre environnement économique et politique. Et la gestion des diverses économies du monde industrialisé n'est pas le moindre de ces problèmes.

A l'heure actuelle, le monde industrialisé occidental doit faire face à de faibles taux de croissance, de hauts niveaux de chômage et une inflation qui ne démord pas. A ces facteurs s'ajoutent des perturbations sur les marchés de change alors que les devises européennes ont connu, ces dernières semaines, des dévaluations sans précédent par rapport au dollar américain.

Cette dévaluation des devises européennes, jointe à la hausse générale des taux d'intérêt, affecte de façon adverse la croissance économique de plusieurs pays qui participent au sommet. On craint désormais que la relance économique prévue ne soit retardée au moins jusqu'au début de 1982.